
Lien social et intégration

L'analyse d'Emile Durkheim.

→ La problématique

L'étude de la nature et des formes du lien social s'inscrit chez Durkheim (1858-1917) dans une volonté de comprendre l'évolution des sociétés.

Une question hante en effet Durkheim, celle de la cohésion d'une société dans un monde où progresse l'individualisme. Comment des individus tous différents peuvent-ils constituer une société, alors que pour les économistes, ils sont divisés par la concurrence et par la recherche égoïste du plaisir, tandis que les psychologues se les représentent mus par des pulsions individuelles ? En définitive, quelle est l'origine du lien social ?

La réponse à cette question doit amener le sociologue à trouver « les règles morales » qui créent entre les individus une relation qui dépasse leur ego (= qui dépasse leur propre intérêt) et tissent entre eux des liens qui « attachent les uns aux autres ».

Comment éviter le désordre, et créer la cohésion dans une société ? Durkheim insiste sur la règle, le droit et la morale, qui s'imposent aux individus pour les intégrer et les rendre conformes à des buts qui les dépassent mais qui contribuent à ce que la société fonctionne comme un tout organisé et cohérent. « *Le droit, et la morale, c'est l'ensemble des liens qui nous attachent les uns aux autres et à la société, qui font de la masse des individus un agrégat et un tout cohérent.* ».

Pour Durkheim, ce « tout », cet « ensemble », la « société » est autre chose que la somme des individualités. À la « main invisible » d'Adam Smith et au cadre de la concurrence qui règle l'économie, Durkheim oppose la solidarité fondée sur des buts communs qui permettent aux individus de trouver dans le groupe et la vie collective un réel plaisir, une source de satisfaction qui ne se résume pas à la consommation de biens, mais crée des relations et tisse des liens.

Le rôle de la morale comme ciment de la société est ici essentiel, et Durkheim en donne une définition simple: « est moral, ce qui est source de solidarité, tout ce qui force l'homme à régler ses mouvements sur autre chose que les impulsions de son égoïsme », c'est un système de droits et de devoirs qui lient les individus d'une manière durable. Autrement dit tout ce qui fait de l'homme un « être social » et non un simple être pensant isolé, ou un homo oeconomicus qui cherche à maximiser ses plaisirs tout en minimisant ses peines !

→ Emile Durkheim : un auteur, une pensée et une méthode

A) La biographie de l'auteur et son œuvre (vous référer au doc. de travail)

B) Un homme et une pensée

Durkheim est à la fois un scientifique et un homme tourné vers l'action.

Il est un scientifique puisque son projet est de fonder une science nouvelle, la sociologie, qui a pour but d'étudier les faits sociaux et les lois qui les régissent.

Il est un homme d'action, puisqu'il est sensible aux problèmes de société qui s'expriment sous ses yeux à la fin du XIX^{ème} siècle. Nous l'avons déjà précisé plus haut, la montée de l'individualisme (voir votre cours de tronc commun à ce sujet !) et ses répercussions sur la cohésion sociale vont largement marquer l'œuvre de Durkheim.

C) Une démarche et une méthode originales

Tout d'abord, sa démarche est originale et marque la naissance de la sociologie comme science à part entière. « **ce sont les faits sociaux qu'il faut étudier...** »

Qu'est-ce qu'un fait social ?

Un fait social, c'est une manière d'agir, de penser et de sentir qui est extérieure à l'individu (parce que l'individu n'est pas à l'origine des règles sociales qu'il respecte). C'est également une contrainte (parce que l'individu est tenu de respecter ces règles, sous peine de sanctions).

L'individu est dominé par le social. Le social s'impose à l'individu et conduit ses actions. Durkheim mène donc une analyse qui se réclame du « **holisme méthodologique** » (que l'on oppose à l'individualisme méthodologique selon lequel tout phénomène sociale résulte de l'agrégation des comportements individuels).

Ensuite, il inaugure une méthode d'analyse sociologique :

- **Il faut traiter les faits sociaux comme les choses.** Pour lui, les faits sociaux peuvent être étudiés de la même manière que des phénomènes naturels et il faut à tout prix éviter les jugements spontanés et les lieux communs. La rigueur de l'analyse tient à la définition précise des phénomènes étudiés.
- **Il faut expliquer un fait social par un autre fait social.** Un fait social ne s'explique ni par des motivations individuelles, ni en faisant appel à des faits économiques, biologiques ou psychologiques.

Emile Durkheim applique sa méthode à l'étude du suicide. Le suicide apparaît généralement (dans le sens commun) comme un choix strictement individuel, mais Durkheim montre qu'il existe des circonstances qui sont régulièrement à l'origine de ce phénomène (« régularités sociales »). Il va donc proposer une explication purement sociale au suicide. Preuve supplémentaire que pour lui, l'individu procède de la société.

→ **Intégration et solidarité ou ce qui fonde le lien social pour Durkheim...**

Durkheim va tenter de démontrer que la division du travail est nécessaire à l'existence des sociétés. Il va chercher à décrire les caractéristiques de la solidarité sociale tout au long de l'évolution des sociétés. Pour ce faire, il porte son attention sur deux éléments :

- *L'évolution de l'ordre social, c'est à dire la place des individus dans le fonctionnement de la société ;*
- *L'évolution de l'ordre moral, c'est à dire ce qui fait que les individus sont « attachés » les uns aux autres. De ce point de vue, l'observation de l'évolution du système de règles juridiques ou du droit va constituer un précieux outil d'interprétation.*

Durkheim procède à l'analyse approfondie des sociétés qu'il va classer en deux grandes catégories :

- *Les sociétés inférieures ou traditionnelles ou primitives ;*
- *Les sociétés les plus élevées ou complexes ou modernes.*

*Chacun de ces deux types de société se caractérise par une forme de solidarité différente : la **solidarité mécanique** et la **solidarité organique**.*

A) La division du travail fonde le lien social

1) Rôle et fonction de la division sociale du travail

Durkheim rejette les analyses qui fondent le lien social sur la recherche de l'intérêt individuel et sur le marché. Contrairement aux économistes libéraux, il considère que le marché ne peut durablement rassembler les hommes.

C'est la division du travail qui augmente la solidarité et l'interdépendance entre les membres d'une société. La division du travail est la source de la solidarité sociale.

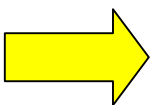
La division du travail telle que l'entend Durkheim n'est pas celle des économistes. Alors qu'Adam Smith y voit un moyen d'accroître la productivité et les richesses produites (> division technique du travail au sein des unités de production), **E. Durkheim la conçoit comme un phénomène social (> division du travail sociale) qui repose sur le partage des fonctions jusque-là communes à tous les individus et qui va générer du lien social. En impliquant une diversification des activités et en spécialisant les individus, elle favorise, de ce fait, l'échange des compétences et les relations d'interdépendance. L'individu se révèle tout en étant lié aux autres car seul, il ne peut survivre !**

Cette spécialisation reconnue par Durkheim va surtout permettre aux individus de vivre en harmonie parce qu'elle crée entre eux un lien incontournable : la complémentarité !

Qu'est-ce que la division sociale du travail ou division du travail social ?

La division sociale du travail se traduit par la répartition des rôles et des fonctions (politiques, économiques, religieuses, sociales, etc.) entre les membres de la société. Chacun est ainsi spécialisé dans une fonction, un rôle qui le rend complémentaire des autres et crée ainsi du lien social.

La véritable fonction de la division du travail est de créer entre les personnes un sentiment de solidarité, de contribuer à l'intégration générale de la société et d'être un facteur essentiel de la cohésion sociale.



Remarque : l'origine de la division du travail n'est donc pas la recherche du progrès économique (augmentation de la quantité de richesses présentes dans l'économie).

Qu'est-ce que l'intégration sociale ?

L'intégration sociale peut se définir comme une situation ou un processus d'insertion au cours duquel un individu ou un groupe d'individus trouve (ou a trouvé) sa place dans un même ensemble (collectivité, société) ; ce qui aboutit à la formation d'un ensemble cohérent.

Qu'est-ce que la cohésion sociale ?

Il y a cohésion sociale lorsque la société conserve son unité, c'est à dire lorsqu'elle est capable de faire coexister ensemble et de manière relativement harmonieuse des individus très différents par leur caractéristiques. On peut donc parler de cohésion sociale lorsque chaque individu y a sa place !!!

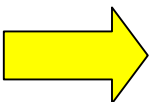
Remarque : la cohésion sociale dépend de la capacité d'une société à maintenir, voire même à renforcer les liens entre les membres qui la composent.

2) La division sociale du travail se manifeste de diverses manières

Selon Durkheim, la division sociale du travail unit les individus dans des domaines aussi divers que l'économie, la famille, la politique. C'est un phénomène très large qui concerne la société toute entière.

A travers de nombreux exemples, Durkheim présente la **dimension sociale de la division du travail** :

- **Le cas des rapports entre amis** : ils reposent sur de la complémentarité, chacun jouant un rôle en affinité avec sa personne (caractère, centres d'intérêt, etc.) et faisant profiter autrui de ses compétences. **La division du travail produit bien ici un effet moral, elle crée de la solidarité entre deux ou plusieurs personnes.**
- **Au sein de la famille, le cas des rapports de couples** : chaque conjoint assume une fonction qui permet un équilibre relationnel au sein du couple. La division du travail, qui est ici sexuelle, a pour but de créer et de renforcer la solidarité conjugale.
- **On peut également la repérer au niveau politique.** Chaque responsable politique exerce à son niveau d'investiture une fonction qui le rend complémentaire des autres. Ainsi, tel ou tel Ministre vient compléter l'action de tel ou tel conseiller régional par exemple. Les fonctions politiques sont ainsi complémentaires les unes des autres. Chacun apportant sa contribution (compétence, idées, notoriété, ...) à l'édifice politique !



La division du travail engendre la cohésion sociale et l'ordre social. Elle crée une harmonie dans les rapports qu'entretiennent les individus les uns par rapports aux autres et ce, quel que soit le domaine de l'activité sociale observé.

3) Les causes du développement de la division du travail

Selon Durkheim, les causes du développement de la division du travail ne sont pas économiques mais sociales (RAPPEL : « il faut expliquer un fait social par un autre fait social »).

En l'occurrence, c'est l'accroissement de la densité matérielle et morale de la société qui induit l'approfondissement de la division du travail.

La densité matérielle résulte de l'accroissement démographique : c'est le nombre d'individus sur une surface donnée au sol. Or, dans l'évolution des sociétés européennes, on assiste à un double phénomène d'augmentation de la population et de concentration des populations sur des zones de plus en plus exiguës. Ainsi, l'industrialisation se traduit par un exode rural important, ensuite, l'urbanisation et son extension encouragent cette densité matérielle et enfin, cette concentration et cette urbanisation favorisent et amplifient les échanges sociaux.

La densité morale traduit justement cette intensité des communications et des échanges entre les individus (c'est le résultat de la densité matérielle).

Donc plus une population est nombreuse sur un territoire donné, plus les échanges entre les individus sont fréquents et plus la division du travail est développée.

OU ENCORE...

Plus les individus qui doivent vivre ensemble sont nombreux, plus la lutte pour la vie est intense. La division du travail va constituer une solution pacifique à cette lutte. En effet, la division du travail se traduit par la spécialisation des individus dans une fonction particulière ; chaque individu se différencie donc des autres. Ces individus différents, ayant des rôles et des fonctions distincts deviennent donc complémentaires au lieu d'être concurrents.

Remarque : on ne peut rechercher les causes de la division sociale du travail sans faire référence aux possibilités de mobilité sociale qu'elle offre. Avec l'évolution de la division du travail, les tâches ou les fonctions prises en charges par l'individu ne sont donc plus arrêtées de manière définitive mais peuvent changer. En donnant la possibilité à l'individu de modifier son statut social, c'est à dire la place qu'il occupe dans la société, la division du travail encourage le changement social, et sa propre intensification !

Grâce à la division sociale du travail, les sociétés évoluent vers la modernité et ne se reproduisent plus à l'identique.

B) Le lien social : des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes.

Le XVIII^{ème} siècle a introduit une rupture fondamentale dans l'histoire des hommes et des sociétés. La révolution industrielle et la révolution française ont bouleversé le paysage social. Il y a désormais un « avant » et un « après ».

Au cours du XIX^{ème} siècle, de nombreux auteurs (parmi lesquels E. Durkheim) se sont penchés sur la nouvelle donne introduite par les changements de toute nature survenus dans la vie sociale à la suite des bouleversements scientifiques, techniques, démographiques, politiques et juridiques de cette fin du XVIII^{ème}.

Par souci de mettre en évidence la spécificité du monde industriel moderne, ils ont été amenés à analyser les « sociétés préindustrielles » ou « sociétés traditionnelles » et à mettre en évidence ce qui fonde la solidarité dans chacune d'entre elles.

1) Les sociétés traditionnelles : des sociétés très unitaires

Ces sociétés présentent un certain nombre de caractéristiques :

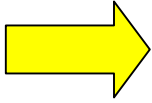
- Sociétés simples et peu différenciées (forte unité de situations entre les membres qui les composent) ;
- Le cadre de vie le plus répandu est le village ;
- Le poids des traditions y est très fort ;
- Le faible niveau de progrès technique ne favorise pas la spécialisation des individus dans des tâches précises. La division du travail y est donc très réduite ;
- Les sentiments communs sont très forts. Ainsi, les individus partagent les mêmes sentiments, obéissent aux mêmes croyances et aux mêmes valeurs (religion, famille, fatalisme, etc.). L'individualisme est inconnu tant la volonté du groupe s'impose à l'individu (= **forte conscience collective**). L'individu s'efface au profit de la collectivité ;

Qu'est-ce que la conscience collective ?

Selon Durkheim, « c'est un ensemble de croyances et de sentiments communs à la moyenne des membres d'une même population ». Plus cette conscience collective est forte et plus la société s'impose à l'individu et règle ses comportements quotidiens. Il a donc peu d'autonomie par rapport au groupe dans lequel il vit.

- La pensée et les conduites des individus sont déterminées par la volonté de l'ensemble de la communauté. Tout manquement aux valeurs et aux normes de conduites partagées par le groupe entraîne une lourde sanction (expiation). C'est le prix à payer pour assurer la pérennité du groupe tout entier.

- Dans ces sociétés règne **un droit répressif**. Il a donc explicitement pour but de mettre hors d'état de nuire tout membre de la communauté qui par ses écarts de comportement mettrait le groupe en péril.



*Emile Durkheim parle de «**solidarité mécanique**» pour décrire la solidarité qui unissait les membres de ces sociétés. Par cette expression il montre que les individus étaient liés automatiquement par leur style de vie, l'état de leurs techniques, leurs croyances communes. Dans ce cadre, les individus se rassemblent et partagent les mêmes sentiments, d'où leur faculté à s'unir et à coopérer. Un événement concernant la vie du groupe devait entraîner immédiatement une réaction collective. Ainsi, le déclenchement d'un feu amène la population qui fait – mécaniquement - la chaîne pour éteindre l'incendie, puisqu'il n'y a pas d'organe spécialisé pour combattre le sinistre.*

2) **Les sociétés modernes : des sociétés éclatées, plus individualistes mais néanmoins solidaires**

En l'espace de quelques générations, des siècles d'habitudes et de croyances vont être remis en cause. L'industrialisation du XIX^{ème} siècle a entraîné le développement de l'urbanisation, l'exode rural, la naissance de la classe ouvrière, des changements dans les valeurs... autrement dit, c'est tout l'édifice social qui s'est trouvé bouleversé. Dans ce nouveau contexte, la solidarité va se manifester d'une autre manière que dans les sociétés traditionnelles.

Les sociétés « modernes » ou sociétés « industrielles » présentent elles aussi un certain nombre de caractéristiques :

- Sociétés complexes dans lesquelles il existe une très forte hétérogénéité sociale (= grande différences de situations entre les individus qui la composent) ;
- L'autonomie individuelle et la liberté d'agir et de penser sont des valeurs de référence. Rien ne doit entraver l'action de l'individu et tout le système juridique sera construit autour de cette idée.
- L'individu s'affranchit donc des contraintes traditionnelles imposées par la parenté ou encore l'appartenance à un lieu. L'individu constitue la valeur centrale de la société. **L'individualisme** y est de plus en plus fort. on assiste au sein des sociétés modernes, au développement de **la conscience individuelle**. Cela signifie donc que de plus en plus d'individus considèrent leurs idées, comme supérieures aux idées communément partagées dans la société à laquelle ils appartiennent. La contrepartie est donc un affaiblissement de la conscience collective !



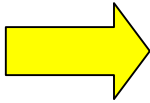
Le développement de la conscience individuelle se retrouve dans la montée en force de « **l'individualisme** ».

*Ce terme **au sens courant** est synonyme d'égoïsme, de repli sur ses seuls intérêts personnels. **Au sens sociologique** (celui que nous retiendrons !), il traduit le fait que l'individu devient plus autonome par rapport au groupe ou à la société auxquels il appartient et privilégie sa sphère privée (libre choix du conjoint, libre arbitre, libre gestion de sa vie professionnelle, etc.).*

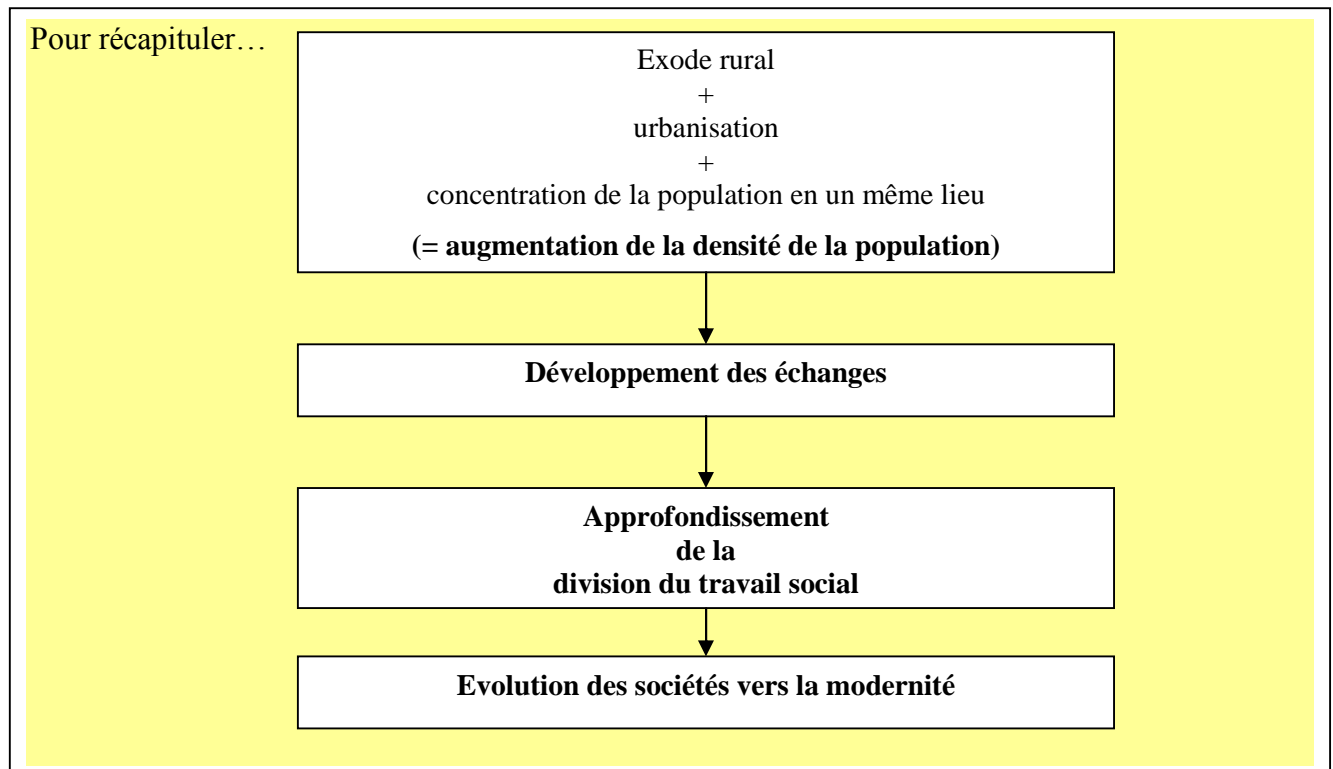
NB : cette autonomie demeure relative car l'individu demeure toujours soumis à un certain nombre de règles et de principes de vie en société de même qu'à certaines forces sociales (voir le phénomène de reproduction sociale dans le chapitre sur la mobilité sociale).

- Les échanges y sont nombreux et la division du travail y est forte. De sorte qu'il se développe une complémentarité entre les individus, nouvelle source de lien social.
- Dans ces sociétés règne un **droit restitutif**. Dans le cadre du droit restitutif, la violation des règles juridiques entraîne des mesures réparatrices visant à remettre les choses dans l'ordre. Ainsi, chaque individu ayant un rôle à jouer important pour la société, il ne peut être châtié ou expié lorsqu'il s'est éloigné de la norme. Il subira seulement une sanction qui permette d'obtenir réparation pour le désordre occasionné !

La sanction permet de réparer le préjudice afin de maintenir la coopération entre les individus. C'est la raison pour laquelle ce sont progressivement mis en place le droit commercial, le droit administratif, etc.



Emile Durkheim parle de « **solidarité organique** » pour décrire cette nouvelle forme du lien social. La cohésion sociale ne se fait plus par le biais des solidarités des anciennes sociétés. C'est la division du travail qui va être source de solidarité. En effet, elle est à l'origine d'un processus de différenciation au terme duquel les individus vont être obligés de s'échanger des biens et des services, donc de nouer des relations sociales, chaque individu étant complémentaire des autres. Cette division du travail relie entre eux des individus très différents et elle les constitue en un groupe unifié. Dans ce cadre, les individus se complètent parce qu'ils sont différents, d'où leurs nécessaires liens d'interdépendance. Par conséquent, la division sociale du travail est source de solidarité sociale



Pour que l'intégration dans la société puisse se réaliser, trois conditions sont nécessaires selon Durkheim :

- ① Il faut que les individus aient des croyances communes, expriment des sentiments proches et s'associent dans des pratiques communes qui favorisent l'existence d'une conscience collective ;
- ② Ils doivent se rencontrer, communiquer et plus généralement être en interaction ;
- ③ Ils doivent partager des buts communs qu'ils veulent atteindre ensemble.

C) Les formes pathologiques de la division du travail

Pour Durkheim, à travers la division du travail social, tous les organes au sein de la société (Ex : policiers, pompiers, Sénateurs, députés, employeurs, salariés, notaires, les commerçants, époux, épouse, etc.) sont spécialisés. Leurs fonctions particulières les rendent complémentaires les uns des autres ce qui les conduit à réaliser des échanges entre eux. Or, si les organes sont continuellement en relation les uns avec les autres, alors un certain nombre de règles vont progressivement régir leurs échanges puis, avec le temps, elles vont se consolider et devenir obligatoires. C'est ce schéma idéal qui est, selon Durkheim, à l'origine du lien social et de la cohésion sociale au sein d'une société.

Ainsi, normalement, l'intensification de la division du travail doit augmenter la solidarité et l'interdépendance entre les membres de la société, mais il arrive qu'elle ait des effets contraires.

Dans ce cas, Durkheim parle de formes « anormales » ou « pathologiques » de la division du travail. Il repère les situations possibles où la division du travail dysfonctionne (c'est à dire ne parvient pas à créer du lien social). Il traite surtout de la division anormale du travail, mais précise également que la division du travail contrainte peut avoir les mêmes effets.

1) La division du travail anormique

A partir de trois cas de figure, Durkheim montre comment un état anormal de la division du travail peut conduire à l'**anomie** (voir à la page suivante) :

- Les crises industrielles et commerciales surviendraient car il y aurait un manque d'ajustement entre l'offre et la demande de biens en raison de l'existence de marchés de plus en plus vastes. Les besoins à satisfaire et la production sensée y répondre seraient de moins en moins coordonnés. Pour Durkheim cela s'explique par le fait que chaque industrie produit pour des consommateurs dispersés à la surface du pays et donc que les contacts ne sont plus suffisants...
- La propagation de la grande industrie accentue l'antagonisme entre le capital et le travail. Ce dernier résulterait d'un manque de contact et d'échanges entre employeurs et salariés avec son lot d'affrontements. En effet, la division du travail subie par les ouvriers entraîne de nombreux mécontentements toujours plus violents, qui débouchent sur des affrontements entre patrons et ouvriers. Dans ce contexte, l'équilibre de la société est perturbé.
- - Enfin, les sciences se divisent en de nombreuses spécialités qui se veulent aussi fondamentales les unes que les autres. Ainsi, trop spécialisés dans leur(s) domaine(s), les savants ont plutôt tendance à s'isoler qu'à coopérer ; ce qui fragiliserait selon Durkheim la science en général.

Qu'est-ce que l'anomie ?

C'est un état anormal de la division du travail qui va se traduire par un affaiblissement du lien social. L'anomie traduit une situation dans laquelle les règles générées par la division du travail et qui permettent à l'ensemble des individus de vivre en harmonie au sein de la société disparaissent ou deviennent inefficaces pour organiser leurs rapports.

Avec le dérèglement de l'activité sociale et l'affaiblissement des normes sociales, **les désirs individuels ne sont plus « limités », « bornés » ; des conflits entre individus d'un même groupe peuvent éclater.**

En effet, lorsque la société subit des transformations rapides, ces dernières suscitent des attentes, des désirs de la part des individus. Or, les normes et les valeurs présentes dans la société sont incapables de les canaliser ou de les contrôler. Les individus perdent alors un certain nombre de repères. Il faut qu'un nouvel équilibre (avec la mise en place de nouvelles règles sociales) se mette en place pour que les choses reprennent un cours normal !

2) La division du travail contrainte

Si l'anomie se traduit par l'absence ou la désintégration des normes, la division du travail peut être, à l'inverse, trop réglementée, trop rigide et conduire à des conflits entre groupes sociaux parce que ces règles sont jugées injustes par certains. Ce mécontentement des individus va provenir du fait qu'ils jugent injuste la position sociale qu'ils occupent dans le cadre de la division du travail et qu'ils constatent qu'ils n'ont pas la possibilité d'en changer car il y aurait des inégalités d'accès à certaines fonctions sociales (comme une sorte d'inégalité des chances !). Dans ce contexte, la position qu'occupe l'individu dans la division du travail sociale ne résulte pas d'un choix délibéré, mais lui est imposée. **« L'individu n'est pas en harmonie avec sa fonction parce que celle-ci lui a été imposée par contrainte ».**

3) Une autre forme anormale de la division du travail

Cette dernière se développe lorsque dans la société, le travail attribué à chacun n'est pas suffisant. Les contacts entre les individus perdent de leur intensité et de leur régularité. Cela réduit les interdépendances entre les individus et provoque des problèmes de coordination entre les fonctions sociales. Cette situation peut conduire à un affaiblissement du lien social et de la solidarité.

D) Les remèdes aux dysfonctionnements de la division du travail selon Durkheim

- Ils ne peuvent pas venir d'une atténuation de la division du travail car ce serait une régression.
- Il faut donc définir plus précisément les règles qui encadrent les relations sociales.

- Cela ne peut pas venir de l'Etat qui est trop éloigné des citoyens pour pouvoir régler efficacement la vie professionnelle et économique. Durkheim reconnaît toutefois que l'Etat républicain, animé d'un souci de justice, doit veiller à assurer la cohérence des intérêts individuels afin de maintenir la cohésion sociale. Il doit rappeler à tout moment que l'intérêt général prime sur l'intérêt particulier même si les individus jouissent d'une relative liberté.
- Durkheim propose la reconstitution de corporations et de groupes professionnels. Ils pourraient limiter la division du travail anémique en définissant des règles et en contenant les égoïsmes individuels.

Durkheim, par son analyse, nous a montré que la cohésion sociale, c'est à dire ce qui fait qu'un ensemble d'individus différents forment ensemble une société, passe systématiquement par l'existence de solidarités. Le sociologue voit dans la division du travail l'origine de cette solidarité.

La force de cette approche est qu'elle peut encore aujourd'hui être validée par l'observation du fonctionnement de notre société. En effet, tout individu aujourd'hui, n'évolue t-il pas de façon harmonieuse dans sa société à partir du moment où il contribue au maintien et au renforcement du lien social.

Ce constat nous invite naturellement à nous interroger sur les formes que prend le lien social aujourd'hui.

→ Actualité de la pensée de Durkheim et prolongements

Aujourd'hui, la société commence à prendre conscience de la perte de solidarité entre les individus. Les pouvoirs publics, à travers la création de ministères « spécialisés » sont conscients de ce changement ; ainsi, le ministre de l'emploi est aussi celui de la solidarité. Et derrière l'Etat, les médias assurent un relais important à travers la multiplication des reportages sur les exclus et sur l'absence de bien-être dans notre société contemporaine.

Autant de questions et d'incertitudes qui nous amènent à réfléchir de nouveau sur la nature et le fondement du lien social. Il est bon alors de revenir sur l'analyse d'Emile Durkheim qui, à la fin du XIX^e siècle, analysait le passage d'une société à solidarité mécanique à une société à solidarité organique. Les liens communautaires appuyés sur une conscience collective permettaient la cohésion et la solidarité dans les sociétés traditionnelles. La division du travail et l'industrialisation ont libéré l'individu.

Se référer à Durkheim, c'est aussi nous permettre de mieux comprendre les transformations sociales, c'est réfléchir, après avoir assisté au passage d'une société traditionnelle ou féodale à une société moderne ou industrielle, à l'apparition éventuelle d'une nouvelle société. Qu'elle soit postmoderne, comme le disent certains voire post-industrielle, n'a que peu d'intérêt. Ce qui importe, c'est d'en saisir tous les aspects, toutes les potentialités mais aussi, toutes les limites, pour garantir à l'individu une meilleure intégration sociale.

A) Individu – travail – et intégration sociale : des liens incontournables mais affaiblis...

Durkheim affirme que l'économie ne peut être séparée du social, des institutions et de la moralité. Concernant la division du travail, on peut lire « *les services économiques qu'elle peut rendre sont peu de chose à côté de l'effet moral qu'elle produit, et sa véritable fonction est de créer entre deux ou plusieurs personnes un sentiment de solidarité* ». **La solidarité reste liée à l'univers du travail.**

Avec l'apparition de la société salariale, le travail est devenu un facteur d'intégration fondamental. En plus d'un salaire qui augmente régulièrement avec l'ancienneté, l'emploi salarié donne l'accès à la Sécurité sociale, aux mutuelles, aux prêts immobiliers et donc à l'accession à la propriété, parfois aux centres de vacances et aux colonies pour les enfants...

L'emploi salarié donne aussi accès à des activités collectives comme l'action syndicale.

Autant dire que l'emploi salarié est donc le fondement principal du statut social de la majorité des individus. Or, depuis le milieu des années 1970, le rôle intégrateur du travail semble en crise.

Pour comprendre cette évolution, un petit retour en arrière s'impose...

L'économie a fait du travail le fondement de la société, l'individu se reconnaît à travers son activité professionnelle. Et au cours du XX^e siècle, si l'entreprise est souvent un lieu de conflit, la forte séparation entre patrons et ouvriers permet une réelle intégration. Les ouvriers affichent leur identité grâce aux syndicats qui défendent leurs intérêts. Dans les années 1960, en France, le taux de syndicalisation était d'environ 20%. Jusqu'aux années 1970, le système est performant, il s'appuie sur une forte croissance économique et une protection sociale efficace. Pourtant, certaines difficultés apparaissent déjà. De nombreux jeunes n'aspirent pas à ce type de société et engagent des actions collectives qui remettent en cause une conception trop économique de la société (mouvement de Mai 68... avec ses slogans : « ne pas perdre sa vie à la gagner », « métro – boulot – dodo ! »). Par ailleurs, des sociologues mettent en avant le poids des inégalités et l'exploitation des salariés.

À partir des années 1970, des changements importants affectent l'emploi.

D'abord, on assiste à une importante baisse des emplois industriels qui regroupaient les travailleurs autour d'une forte conscience collective (pensez aux luttes ouvrières !). Désormais, la grande majorité des individus se tournent vers les services. C'est la tertiarisation des activités.

Ensuite, le travail change de forme avec l'échec de l'organisation scientifique du travail jugée trop rigide pour répondre aux exigences actuelles du marché et de la demande. La mondialisation de l'économie exige une diversification croissante de la production. On recherche désormais de nouvelles méthodes. Si celles-ci peuvent sembler favorables aux salariés (rotation des postes, enrichissement des tâches, polyvalence...), elles s'appuient sur une plus grande flexibilité. Les emplois précaires succèdent aux contrats à durée indéterminée : le salarié est isolé, coupé du système. Comparés à l'ensemble des salariés occupant un poste jugé stable, les effectifs des emplois précaires (= emploi atypiques = formes particulières d'emplois) restent peu élevés. Néanmoins, leur forte augmentation ces dernières années est significative de la volonté des entreprises de faire face à la concurrence internationale. Il reste que ce type d'emploi ne peut en aucun cas permettre une bonne intégration des individus dans le travail. Les salariés en situation de précarité se font concurrence sur la marché du travail et sont soumis à l'incertitude. Ils vivent la plupart du temps dans une situation d'insécurité qui ne leur permet pas de participer pleinement à l'échange social ne serait-ce qu'au niveau de l'entreprise. Ils ne parviennent pas à se former une identité sociale dans le travail, indispensable à la création durable de liens sociaux.

Enfin, et c'est le point le plus important, ces nouvelles méthodes de travail et cette plus grande flexibilité se sont accompagnées d'une forte augmentation du chômage. Résiduel pendant la période de forte croissance, il est devenu structurel depuis la crise. En 1974, 500 000 personnes étaient touchées par le manque d'emploi, ils étaient 3 millions en 1993, un peu moins aujourd'hui. Et malgré un certain recul depuis deux ans, le taux de chômage en France, reste l'un des plus élevés des pays développés.

Il semble que l'on doive aujourd'hui se résoudre à ce nouveau fonctionnement du marché du travail ?!!

Pour résumer...

La crise économique de la fin de XX^{ème} siècle a généré deux phénomènes : un chômage massif et durable, assorti d'une montée de la précarité. En créant une société salariale à deux vitesses et en faisant apparaître une nouvelle pauvreté, elle a largement contribué à affaiblir la fonction intégratrice du travail.

Le chômage est devenu le facteur déterminant de l'exclusion sociale. Perdre son emploi, c'est souvent perdre une partie de sa place dans la société ! D'ailleurs, l'exclusion sociale a souvent comme origine à un moment donné, une rupture avec le monde du travail.

POURTANT... La crise du rôle intégrateur du travail ne met pas en cause les analyses de Durkheim :

- Durkheim avait considéré que des formes anormales de division du travail pouvaient ne pas produire de solidarité sociale.
- Durkheim ne limite pas la division du travail à la sphère économique, mais considère qu'elle unit aussi les individus dans d'autres domaines, comme le domaine politique ou familial.

Qu'est-ce que l'exclusion sociale ?

Elle peut se définir comme **une rupture du lien social**.

Elle peut renvoyer à une situation ou à un processus (voir document en annexe).

B) Maintien et renforcement des formes de solidarité mécaniques dans les sociétés contemporaines

L'affaiblissement de la conscience collective au profit d'une conscience individuelle est une réalité dans les sociétés modernes, mais on peut remarquer que cette tendance est contrebalancée par une nouvelle recherche d'identité par les individus, qui se traduit par un retour vers l'appartenance à des communautés. Ainsi, certains signes montrent le maintien, voire le renforcement de certaines formes de solidarités mécaniques :

1) Malgré les changements qui l'affectent, la famille demeure un lieu important de solidarité

Parmi les institutions traditionnelles qui assuraient la cohésion et le lien social, la famille a connu de nombreuses transformations depuis une trentaine d'années. Pour Durkheim, la famille permet une forte intégration, l'établissement et la consolidation des liens sociaux. La famille doit réduire l'anomie et le suicide. Traditionnellement, la famille était l'instance de socialisation par excellence. L'individu y formait son identité. Jusqu'aux années 1970, elle remplit pleinement son rôle, elle est le lieu, avec le travail, où se nouent les relations sociales.

Ces modèles familiaux vont par la suite être bouleversés. En 1920, on dénombrait 623 000 mariages, en

1998, seulement 282 000. Parallèlement, les divorces ont subi une très forte augmentation passant d'environ 10 000 en 1900 à 119 200 en 1998. En conséquence, on note une recrudescence des personnes seules et des familles monoparentales, sans oublier la progression des familles recomposées !!!

Notre société semble donc renvoyer une image de la famille individualisée et fragmentée, marquée par une rupture du lien social. Pourtant, elle demeure le lieu principal où s'exerce la solidarité.

Des études sociologiques ont montré l'importance des liens de parenté, l'implication et l'aide apportée par les grands parents (grâce à l'allongement de la vie et l'augmentation des retraites), les solidarités familiales (financières et affectives) en direction des jeunes qui entrent plus tardivement sur le marché du travail ou qui sont touchés par le chômage.

2) Les nouveaux mouvements sociaux

Mouvements féministes, mouvements écologistes, etc. se construisent autour d'une communauté d'intérêt et de point de vue.

3) La montée du bénévolat et du secteur associatif

On assiste à un retour de l'esprit communautaire pour permettre de lutter contre l'isolement des individus (EX : Associations de quartiers, les restos du cœur, la Croix-Rouge, etc.).

4) La constitution de réseaux d'entraide où domine l'échange non-marchand

L'émergence de ces réseaux montre bien que l'échange et l'entraide constituent des moyens de recréer du lien social entre les individus en échappant au traditionnel lien marchand où tout échange suppose une contrepartie en argent. La famille est un lieu important d'échange et de production non marchande à travers le bricolage, ou encore les aides au déménagement, etc. Toutefois, la famille n'est plus le lieu exclusif de ces entraides. En effet, des individus peuvent se regrouper localement pour s'échanger mutuellement des services ménagers, des réparations, des cours, etc. dans le but de créer entre eux des liens. C'est ce que l'on appelle un SEL (Système d'échange Local). Il ne s'agit pas d'un système totalement déconnecté de l'économie puisqu'il fonctionne avec une monnaie (Ex « le grain » ou « le caillou ») dont le seul rôle est de permettre l'échange de biens et de services.

5) Le renouveau de la religion ?!

Afin que s'exprime pleinement la conscience collective, Durkheim fait appel à une autre institution, l'Église, qui permet de soumettre la conscience individuelle. Néanmoins, comme beaucoup d'autres sociologues, il observe le déclin de la religion au profit d'une conception scientifique du monde. Dès lors, l'individu se libère de la contrainte collective imposée par l'Église ; il ne va plus y puiser que les quelques éléments nécessaires au sens qu'il entend donner à sa vie. Une plus grande liberté de choix est offerte, mais pour certains, c'est une liberté trop grande qui les laisse sans attache.

Si les individus semblent s'émanciper des institutions religieuses, on observe également l'émergence de croyances parallèles (spiritisme, New-Age, sectes, etc.), et la résurgence de pratiques intégristes au sein des religions traditionnelles. D'autre part, on assiste à une recombinaison de la religion catholique autour des communautés de laïcs qui s'investissent de plus en plus. Ce retour de la religion passe par des pratiques communautaires et contribue à renforcer certains liens sociaux (en réaction parfois aux conséquences de la mondialisation !).

Contrairement à ce que pensait Durkheim, la solidarité mécanique n'a pas totalement disparu de nos sociétés modernes comme en témoignent les exemples qui précèdent. Plus largement, le « poids » d'une trop grande liberté a poussé les individus à rechercher de nouvelles formes de solidarité. Aujourd'hui, l'individu a tendance à s'organiser de nouveau en groupe soudé par une conscience collective forte.

Le développement de l'individualisme qui a accompagné la société moderne a donc privilégié les valeurs de la liberté et du travail. La forte croissance économique des « Trente Glorieuses » relayée par la montée du salariat et de la protection sociale a permis une augmentation du niveau de vie pour un grand nombre d'individus. Les inégalités engendrées par le système étaient atténuées par des institutions comme l'État garantissant ainsi une forte cohésion sociale.

Pourtant, depuis les années 1970, on voit apparaître de nombreux dysfonctionnements qui remettent en cause l'efficacité du système. Comme le pressentait Durkheim, la solidarité organique de notre société moderne ne parvient pas à se mettre en place de manière suffisamment forte pour permettre un fonctionnement harmonieux de la société. Le lien social cède parfois la place à une exclusion aux conséquences humaines désastreuses.

Les multiples réactions que suscitent la question de l'exclusion en France soulèvent encore bien d'autres interrogations : Le travail doit-il être au cœur du lien social ? Le lien politique ne serait-il pas plus important pour générer du lien social ? La société ne tient-elle pas d'abord parce que les individus décident tous ensemble des règles qui régissent leur vie en

société, c'est à dire la Constitution, les lois, des modalités de fonctionnement de la démocratie ? En d'autres termes, la citoyenneté politique n'est-elle plus importante que la citoyenneté économique ??!

NOTE AU LECTEUR

Ce dossier constitue un effort de synthèse essentiellement réalisé à partir de trois ouvrages que sont :

- *L'enseignement de spécialité en SES*, Marie-Lise Fosse, Gérard Clérissi, CRDP des Pays de Loire, 1999.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Baccalauréat*, sous la Direction d'Alain Bruno, Editions Ellipses, 2001.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Manuel d'enseignement*, M. Montoussé et G. Renouard, Edition Bréal, 2003.

Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73)